

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DE LA JUSTICE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
MINISTRY OF JUSTICE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°006176/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2024 DU 22 juillet 2024
En procédure d'urgence pour l'acquisition des équipements divers pour les juridictions (le mobilier de bureaux et le matériel informatique).

1. Objet

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, lance en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Ouvert (AONO) pour la fourniture du mobilier de bureaux et du matériel informatique.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offres National Ouvert consistent en la fourniture, le transport et l'installation sous l'entière responsabilité du Cocontractant, du mobilier de bureaux et du matériel informatique.

3. Allotissement

Les équipements objet du présent Appel d'Offres sont livrés en un (1) seul lot.

4. Délai de livraison

Le délai de livraison est de quarante cinq (45) jours. Ce délai comprend les périodes des pluies, toutes les intempéries et sujétions diverses. Il court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations objet du présent Appel d'Offres est de **cent vingt sept millions cinq cent mille (127 500 000) FCFA Toutes Taxes Comprises (TTC)**.

6. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux entreprises nationales spécialisées dans le domaine de l'ameublement, de la menuiserie et de l'informatique pouvant justifier d'une expérience minimale de **cinq (5) ans**.

7. Financement

Les équipements objets du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du Ministère de la Justice, Exercice 2024,

Imputation: 58 08 050 01 340010 369010.

8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté dès publication du présent Avis, pour la version physique aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice (Service des Marchés Publics, 4ème étage, Portes 410 et 416) et **pour la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.**

9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice dès publication du présent avis d'Appel d'Offres, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent vingt sept mille cinq cent (127 500) FCFA**.

10. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (7) exemplaires dont un (1) original, six (6) copies

marquées comme telles et une copie numérique, doit parvenir au Ministère de la Justice, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés Publics, 4ème étage, Porte 410), au plus tard le **20 août 2024 à 12 heures** et porter la mention :

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 006176/AONO/MINJUSTICE/CIPM/2024 du 22 juillet 2024

En procédure d'urgence pour l'acquisition des équipements divers pour les juridictions (le mobilier de bureaux et le matériel informatique).

Les offres pourront par ailleurs être soumises via l'application COLEPS. A cet effet, les entreprises doivent prendre l'attache du MINMAP pour obtenir les certificats électroniques, leur permettant d'y accéder.

11. Procédure de soumission en ligne

Elle se fait en quatre (4) étapes :

- L'enregistrement de l'entreprise dans la plateforme COLEPS à partir de l'adresse <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>;
- l'acquisition du certificat électronique avec l'assistance technique du Ministère des Marchés Publics (tel: 222 238 155/ 222 235 669/ 677 006 110);
- l'enregistrement du certificat électronique dans la plateforme COLEPS à partir de l'adresse <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>;
- l'introduction des offres dans la plateforme COLEPS.

12. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une Caution de soumission émanant d'un établissement financier agréé par le Ministère chargé des finances dont la liste figure dans le DAO qui doit être valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres, au montant de **deux millions cinq cent cinquante mille (2 550 000) FCFA**.

13. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces requises du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'Autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (3) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. L'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier agréé par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraîne le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps, le **20 août 2024 à 13 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Justice.

Les soumissionnaires assistent à cette séance d'ouverture ou s'y font représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

15. Critères d'évaluation

A. Critères éliminatoires :

1. Absence d'une pièce du dossier administratif au-delà de 48 heures après l'ouverture des plis;
2. fausse déclaration ou pièce falsifiée;
3. non-conformité aux spécifications techniques des fournitures;
4. absence d'une expérience de 5 ans dans le domaine des fournitures;
5. absence de la caution de soumission délivrée par un établissement Financier agréé par le Ministère chargé des finances et acquitté à la main par l'émetteur;
6. absence d'une attestation de solvabilité bancaire d'un montant de soixante cinq millions (65 000 000) FCFA délivrée par une banque de première ordre;
7. absence du certificat de garantie d'au moins six (6) mois;
8. absence du CCAP et du descriptif de fourniture paraphés à chaque page, signés et datés à la dernière page par le soumissionnaire avec la mention « lu et approuvé »;
9. Omission dans le bordereau d'un prix unitaire quantifié;
10. Note technique strictement inférieure à 80% de « OUI », soit 12 oui sur 15.

B. Critères essentiels :

1. Présentation générale de l'offre;
2. références dans les fournitures similaires;
3. chiffre d'affaires au cours des trois dernières années supérieur à cent cinquante millions (150 000 000) FCFA;
4. service après-vente;
5. qualifications du personnel;
6. moyens logistiques;
7. méthodologie d'exécution de la livraison.

16. Attribution

Le Marché sera attribué au Soumissionnaire remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis et dont l'offre sera évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre vingt dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (DAG) Service des Marchés Publics, portes 410 et 416.

19. Corruption et mauvaises pratiques

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques bien vouloir appeler ou envoyer un sms au Ministère des Marchés Publics (MINMAP) aux numéros suivants: 673 205 725 / 699 370 748.

Le Ministre d'Etat
Ministre de la Justice Garde des Sceaux
Laurent ESSO